

## Le salaire des soldats Burundais de l'Amisom ne sera plus géré par Bujumbura

RFI, 31-03-2016 UE : révision du mode de financement du contingent burundais dans l'Amisom RFI avait annoncé y a deux semaines : en plus de la suspension de son aide budgétaire directe (432 millions d'euros sur cinq ans, ce qui équivaut à 20% du budget burundais), le salaire des soldats du contingent burundais de la mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom, photo) ne devrait plus transiter par les comptes du gouvernement. Aujourd'hui, on en sait désormais plus sur les modalités de ce nouveau coup dur pour le portefeuille du régime. C'était le dernier volet des sanctions économiques annoncées par l'UE contre le Burundi le 14 mars dernier.

La menace tenait en une phrase dans la décision européenne de suspendre son aide financière à Bujumbura : « L'Union africaine doit revoir son financement au contingent burundais dans l'Amisom. » Jusqu'en février, l'UE payait 80 millions de dollars américains pour chaque soldat engagé dans la mission. Et ces fonds transitaient par les caisses de l'Union africaine, avant d'atterrir dans celles du gouvernement burundais. Ce dernier en reversait 80% aux soldats mais conservait les 20% restants. Désormais, l'UE souhaite que ces fonds soient reversés directement sur les comptes des soldats. Avec environ 5 000 hommes engagés en Somalie, le manque à gagner pour le gouvernement burundais pourrait atteindre 13 millions de dollars par an. Avec la menace des Shebabs, le risque sécuritaire en Somalie est trop important pour se passer du second pays contributeur de troupes. L'Europe cherche donc à sanctionner Bujumbura sans toucher à l'Amisom. En janvier dernier, l'UE avait déjà annoncé son intention de réduire de 20% ses contributions salariales de tous les contingents. Selon le commissaire paix et sécurité de l'UA, Smail Chergui, un accord a été trouvé avec l'ONU, pour combler ce déficit. Les Nations unies pourraient le financer, en puisant dans les contributions volontaires des Etats membres. Pour reprendre son aide, l'UE attend de Bujumbura des mesures concrètes concernant notamment la liberté de la presse, les droits de l'homme ainsi qu'une véritable implication dans le dialogue avec l'opposition qui est restée lettre morte, depuis décembre dernier. Toutefois, selon nos informations, il est très probable qu'une date soit annoncée avant fin avril.